

1986, chapitre 66

**LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES CONSEILS
INTERMUNICIPAUX DE TRANSPORT DANS LA RÉGION
DE MONTRÉAL, LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES
ET LE CODE MUNICIPAL DU QUÉBEC**

Projet de loi 98

présenté par M. Marc-Yvan Côté, ministre des Transports

Présenté le 6 juin 1986

Principe adopté le 17 juin 1986

Adopté le 19 juin 1986

Sanctionné le 19 juin 1986

Entrée en vigueur: à la date fixée par décret du gouvernement

— 16 juillet 1986: aa. 1 à 18

G.O., 1986, Partie 2, p. 3318

Lois modifiées:

Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal (L.R.Q., chapitre C-60.1)

Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19)

Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)





CHAPITRE 66

Loi modifiant la Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal, la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec

[Sanctionnée le 19 juin 1986]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

LOI SUR LES CONSEILS INTERMUNICIPAUX DE TRANSPORT DANS LA RÉGION DE MONTRÉAL

c. C-60.1, a.
10, mod. **1.** L'article 10 de la Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal (L.R.Q., chapitre C-60.1) est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne, du mot « et » et du nombre « 564 » par ce qui suit: « , 564 et le paragraphe 2 de l'article 567 ».

c. C-60.1, a.
11, mod. **2.** L'article 11 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

Désaveu « Le règlement du conseil qui établit le service de transport en commun doit être transmis au ministre des Transports. Si ce règlement prévoit l'établissement d'une liaison avec un point situé à l'extérieur du territoire du conseil, le ministre peut, dans les 30 jours de sa réception, le désavouer quant à cette liaison; il en avise alors le conseil et fait publier sa décision à la *Gazette officielle du Québec*.

Avis
d'intention Le ministre peut, cependant, avant l'expiration du délai de 30 jours, informer le conseil de son intention de ne pas désavouer le règlement. ».

c. C-60.1, a.
12.1, mod. **3.** L'article 12.1 de cette loi, édicté par l'article 35 du chapitre 35 des lois de 1985, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Concurrence
entre les
transports

« **12.1** Lorsque le conseil organise pour la première fois un service de transport en commun, autre qu'un service de transport collectif par taxi, qui vient en concurrence avec celui que fournit un titulaire de permis de transport par autobus de la catégorie déterminée par règlement du gouvernement, il doit d'abord remettre son cahier des charges pour le service de transport en commun projeté à ce titulaire de permis. ».

c. C-60.1,
aa. 12.3, et
12.4, aj.

4. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 12.2, des articles suivants:

Révocation
du permis

« **12.3** Malgré l'article 40 de la Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12), la Commission des transports du Québec doit révoquer le permis du titulaire visé à l'article 12.1, sur réception d'une copie du contrat conclu, que ce titulaire soit partie ou non à ce contrat. ».

Clauses du
contrat

« **12.4** Lorsque le contrat prévoit que la rémunération du transporteur est basée, en tout ou pour la plus grande partie, sur le nombre de passagers transportés, le contrat doit indiquer, sur une base annuelle, le nombre de passagers prévu par les parties et contenir une clause par laquelle le conseil s'engage à combler une insuffisance de recettes attribuable à un nombre de passagers inférieur à celui prévu au contrat. ».

c. C-60.1, a.
16, remp.

5. L'article 16 de cette loi est remplacé par le suivant:

Transmis-
sion au
ministre

« **16.** Un exemplaire d'un règlement du conseil modifiant le service, autre qu'une modification d'horaire, doit être transmis au ministre des Transports. ».

Désaveu

Si ce règlement prévoit l'établissement ou la modification d'une liaison avec un point situé à l'extérieur du territoire du conseil, le ministre peut, dans les 30 jours de sa réception, le désavouer quant à cette liaison; il en avise alors le conseil et fait publier sa décision à la *Gazette officielle du Québec*. La partie du règlement ainsi désavouée ne peut être publiée et elle ne peut entrer en vigueur.

Avis
d'intention

Le ministre peut, cependant, avant l'expiration du délai de 30 jours, informer le conseil de son intention de ne pas désavouer le règlement. ».

c. C-60.1, a.
18.4, aj.

6. Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 18.3, du suivant:

Services de
soutien

« **18.4** Le conseil peut prendre les mesures qu'il estime appropriées pour promouvoir l'organisation et le fonctionnement de services de transport de personnes qu'il n'organise pas lui-même et fournir des services de soutien aux usagers de ces services de transport et à ceux qui les organisent. ».

c. C-60.1, a.
33.2, mod.

7. L'article 33.2 de cette loi est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

Autorisation
présumée

« Si le conseil n'a pas manifesté à la Commission des transports du Québec son refus dans les 60 jours de la demande d'autorisation de celle-ci, il est présumé avoir donné son autorisation. ».

LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

c. C-19, a.
467.2, mod.

8. L'article 467.2 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), remplacé par l'article 2 du chapitre 35 des lois de 1985, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Cahier des
charges

« **467.2** Lorsque la municipalité organise pour la première fois un service de transport en commun autre qu'un service de transport collectif par taxi et qu'un titulaire de permis de transport par autobus de la catégorie déterminée par règlement du gouvernement opère sur son territoire, elle doit d'abord remettre son cahier des charges pour le service de transport en commun projeté à ce titulaire de permis. ».

c. C-19, a.
467.3.1, aj.

9. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 467.3, du suivant:

Révocation
du permis

« **467.3.1** Malgré l'article 40 de la Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12), la Commission des transports du Québec doit révoquer le permis du titulaire visé à l'article 467.2, sur réception d'une copie du contrat conclu, que ce titulaire soit partie ou non à ce contrat. ».

c. C-19, a.
467.4, mod.

10. L'article 467.4 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

Clauses du
contrat

« Lorsque le contrat prévoit que la rémunération du transporteur est basée, en tout ou pour la plus grande partie, sur le nombre de passagers transportés, le contrat doit indiquer, sur une base annuelle, le nombre de passagers prévu par les parties et contenir une clause par laquelle la municipalité s'engage à combler une insuffisance de recettes attribuable à un nombre de passagers inférieur à celui prévu au contrat. ».

c. C-19, a.
467.10.2,
mod.

11. L'article 467.10.2 de cette loi est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

Autorisation
présumée

« Si la municipalité ou la régie intermunicipale n'a pas manifesté à la Commission des transports du Québec son refus dans les 60 jours de la demande d'autorisation de celle-ci, elle est présumée avoir donné son autorisation. ».

c. C-19, a.
467.10.4, aj. **12.** Cette loi est modifiée par l'addition, après l'article 467.10.3, du suivant:

Services de
soutien

«**467.10.4** Le conseil peut prendre les mesures qu'il estime appropriées pour promouvoir l'organisation et le fonctionnement de services de transport de personnes qu'il n'organise pas lui-même et fournir des services de soutien aux usagers de ces services de transport et à ceux qui les organisent.

Application

Le présent article ne s'applique pas à une municipalité dont le territoire fait partie du territoire d'un organisme public de transport en commun. ».

CODE MUNICIPAL DU QUÉBEC

c. C-27.1, a.
527, mod. **13.** L'article 527 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1), remplacé par l'article 25 du chapitre 35 des lois de 1985, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**527.** Lorsque la corporation organise pour la première fois un service de transport en commun autre qu'un service de transport collectif par taxi et qu'un titulaire de permis de transport par autobus de la catégorie déterminée par règlement du gouvernement opère sur son territoire, elle doit d'abord remettre son cahier des charges pour le service de transport en commun projeté à ce titulaire de permis. ».

c. C-27.1, a.
528.1, aj. **14.** Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 528, du suivant:

«**528.1** Malgré l'article 40 de la Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12), la Commission des transports du Québec doit révoquer le permis du titulaire visé à l'article 527, sur réception d'une copie du contrat conclu, que ce titulaire soit partie ou non à ce contrat. ».

c. C-27.1, a.
529, mod. **15.** L'article 529 de ce code est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« Lorsque le contrat prévoit que la rémunération du transporteur est basée, en tout ou pour la plus grande partie, sur le nombre de passagers transportés, le contrat doit indiquer, sur une base annuelle, le nombre de passagers prévu par les parties et contenir une clause par laquelle la corporation s'engage à combler une insuffisance de recettes attribuable à un nombre de passagers inférieur à celui prévu au contrat. ».

c. C-27.1, a.
535.2, mod. **16.** L'article 535.2 de ce code est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

« Si la corporation ou la régie intermunicipale n'a pas manifesté à la Commission des transports du Québec son refus dans les 60 jours de la demande d'autorisation de celle-ci, elle est présumée avoir donné son autorisation. ».

c. C-27.1, a.
535.4, aj.

17. Ce code est modifié par l'addition, après l'article 535.3, du suivant:

« **535.4** Toute corporation locale peut prendre les mesures qu'elle estime appropriées pour promouvoir l'organisation et le fonctionnement de services de transport de personnes qu'elle n'organise pas elle-même et fournir des services de soutien aux usagers de ces services de transport et à ceux qui les organisent.

Le présent article ne s'applique pas à une corporation dont le territoire fait partie du territoire d'un organisme public de transport en commun. ».

Entrée en
vigueur

18. La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par décret du gouvernement, sauf les dispositions exclues par ce décret qui entreront en vigueur aux dates ultérieures fixées par décret du gouvernement.